



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

7 août 2026

ASSEMBLEE NATIONALE :

LE PRESIDENT, PR. SELOM KLASSOU A ECHANGE AVEC L'ONAT SUR LES ENJEUX DE LA PROFESSION



M. Klassou (5è de la gauche), la délégation et des députés

Le président de l'Assemblée nationale, Prof. Komi Sélo Klassou a conféré, le vendredi 7 août à Lomé, avec une délégation du Conseil supérieur de l'Ordre national des architectes du Togo (ONAT), conduite par son président, Limazie Peyebinesso.

La délégation du Conseil supérieur de l'ONAT est allée présenter ses civilités au président de l'institution parlementaire et échanger avec lui sur les principales préoccupations liées à l'exercice de la profession d'architecte au Togo. Les discussions ont porté sur les projets de textes encadrant la profession, en attente d'adoption par l'Assemblée nationale, ainsi que sur les modalités d'attribution des marchés publics.

Le président du Conseil supérieur de l'ONAT, Limazie Peyebinesso a indiqué que les architectes togolais sont engagés depuis plusieurs années dans l'accompagnement du processus de décentralisation. « Nous avons annoncé à son excellence qu'au niveau de toutes les communes, nous avons pu mettre des architectes à disposition pour accompagner les collectivités territoriales », a-t-il déclaré. M. Limazie a également annoncé que l'Ordre national des architectes du Togo organisera, en janvier 2027, la sixième édition de sa rencontre avec les populations togolaises. Selon lui, l'initiative vise à rapprocher davantage les architectes des citoyens, à promouvoir leur profession et à sensibiliser le public sur le rôle de l'architecture dans le développement urbain et territorial.

SOMMAIRE

NOUVELLES DES PREFECTURES -----
 NOUVELLE DE L'ETRANGER -----
 SPORTS -----

NOUVELLES DES PREFECTURES

HOMMAGE À FEU AGOKOLI IV :

LES FESTIVITÉS D'AGBOGBOZA 2026 ANNULÉES, SEULE LA CÉRÉMONIE RITUELLE EST MAINTENUE

Lomé, 7 août (ATOP) – L'Union Eweto a annoncé l'annulation des activités festives de l'édition 2026 de la fête traditionnelle Agbogboza. Cette décision est liée au décès de Ewefiaga Togbuï Dzidzor Kossi Fafagbé Agboli Agokoli IV, président du Conseil national des chefs traditionnels du Togo et président du Bureau exécutif de l'Union Eweto.

Dans un communiqué publié le 5 août, l'Union Eweto indique que seule la cérémonie rituelle sera organisée cette année.

Elle se déroulera le jeudi 3 septembre au sanctuaire Agbogbodzi. Les dignitaires et les prêtres sacrificateurs seront chargés d'accomplir les rites traditionnels.

Cette décision fait suite au décès de Togbuï Agokoli IV, chef du canton de Notsé et roi du peuple Ewe du Togo, du Ghana, du Bénin, du Nigéria et de la diaspora. Il est décédé le 1er février 2026. Considéré comme un gardien des traditions, de l'histoire et de l'identité du peuple Ewe, il était une figure importante de la chefferie traditionnelle.

L'Union Eweto invite les populations à se retrouver en 2027 pour la prochaine édition de la fête traditionnelle Agbogboza. ATOP/La Rédaction



Le site du monument du peuple Ewe (photo internet)

KLOTO/FOIRE ADJAFI :

LA 14^e EDITION CONSACREE A L'INNOVATION ET AU FINANCEMENT DES TPME

Kpalimé, 7 août (ATOP) - La 14^e édition de la Foire Adjafi a été lancée, le jeudi 6 août à Kpalimé, à l'issue d'un forum de deux jours, consacré aux défis de la transformation locale, de la qualité des produits et de l'accès au financement.

La foire se tiendra du 20 août au 6 septembre 2026 sur le site du Lycée d'Agoè-Nyivé, avec une cérémonie officielle d'ouverture le 24 août. Cette édition est placée sous le thème « Agro-transformation : moderniser, financer et certifier pour transformer localement et exporter ». Elle entend renforcer la compétitivité des Très petites et moyennes entreprises (TPME).

Le programme prévoit notamment une Journée des communes, une table ronde des dirigeants de TPME, des rendez-vous d'affaires, des formations spécialisées, un Village Agro et Qualité. Il est aussi inscrit dans l'agenda, des rencontres B to B, des masters class, notamment sur la fiscalité, un espace dédié aux familles et aux enfants, ainsi que des concerts et diverses animations culturelles.



Les participants

Cette édition sera marquée par plusieurs innovations. La principale est la mise en place d'un Programme Qualité, articulé autour d'une politique qualité, d'une charte d'engagement, d'un label « Exposant certifié », d'un système de labellisation, d'une grille d'évaluation et d'un parcours d'accompagnement. Ce dispositif vise à aider les exposants à améliorer la qualité et la présentation de leurs produits et services, à adopter les bonnes pratiques et à progresser vers la certification.

Les organisateurs ont également créé un Espace Business et Finance, destiné à faciliter les rencontres entre banques, institutions de microfinance, investisseurs et entrepreneurs en quête de financements. Les porteurs de projets pourront y présenter leurs dossiers et obtenir rapidement une réponse, qu'il s'agisse d'un accord de financement, d'un refus motivé ou d'un accompagnement vers une solution adaptée.

Le secrétaire général de Kloti 1, Lakougnon Elessem a souligné que le thème retenu s'inscrit dans les priorités nationales de développement. Selon lui, il contribuera à accroître la valeur ajoutée des productions agricoles, à améliorer leur qualité, à faciliter leur financement et à renforcer leur accès aux marchés nationaux et internationaux.

Le promoteur de la Foire Adjafi, Minasseh Komlan Maxime a indiqué que cette foire marque une nouvelle étape dans l'évolution de l'événement. « Nous revenons avec une édition encore plus ambitieuse, portée par des innovations et une vision plus mature », a-t-il déclaré. Il a rappelé que, depuis la 10^e édition, des forums régionaux sont organisés afin de rapprocher la foire des acteurs économiques. Ces rencontres, dit-il, permettent d'approfondir le thème annuel grâce aux communications d'experts et aux panels de haut niveau, dont les recommandations servent de base aux actions futures.

Au terme des travaux, les participants ont formulé plusieurs recommandations, dont la création d'une banque agricole destinée à améliorer le financement des acteurs du secteur.

Le forum a réuni des experts, des entrepreneurs, des autorités locales et des partenaires techniques autour des enjeux liés à la transformation des produits agricoles, à l'amélioration de leur qualité et à leur accès aux marchés. ATOP/AYH/AO/DHK

LA COMMUNE TCHAUDDJO 4 BIENTOT DOTÉE DE SON PDC

Sokodé, 7 août (ATOP) – La commune Tchaoudjo 4 a officiellement lancé, le jeudi 6 août à Kpassouadè, l'élaboration de son Plan de développement communal (PDC), une feuille de route stratégique permettant de fixer les priorités d'investissement et de stimuler la croissance durable et participative.



Les participants



Les membres du comité de pilotage

Ce PDC est un document de planification couvrant une période de cinq ans et élaboré sur la base d'une méthodologie qui intègre toutes les prévisions et programmations d'ordre social, économique, culturel, spatial, environnemental et autres de la commune. Il ambitionne de faire de ladite commune un exemple inspirant de planification territoriale intégrée, conciliant développement économique et préservation de

l'environnement. Son élaboration requiert la participation et l'implication de tous les acteurs du développement de la municipalité.

Le processus bénéficie de l'appui du Programme « Restauration des paysages forestiers et bonne gouvernance dans le secteur forestier » (Forests4future). Ce programme est cofinancé par l'Allemagne et le Luxembourg et mis en œuvre par la GIZ.

L'appui à l'élaboration de cet outil stratégique de développement sera exécuté en cinq phases constituée, chacune, de plusieurs étapes. Ces phases portent sur la préparation, la définition de la vision, des orientations stratégiques, des objectifs et des résultats attendus. Elles intègrent la programmation, la rédaction et la validation du plan puis son adoption par le Conseil municipal et son approbation par le préfet.



M. Bawo mettant en terre son plant

Durant ce processus, les parties prenantes échangeront sur le développement de cette localité, notamment les enjeux, les forces, les faiblesses et les perspectives en vue d'élaborer un PDC qui reflète la réalité de la commune et les aspirations de ses populations. Au cours de l'atelier, elles ont suivi les grandes étapes du processus d'élaboration du PDC ainsi que la présentation des membres du comité de pilotage et du cabinet d'appui. Elles ont été éclairées sur le contexte de mise en œuvre du programme Forests4Future en lien avec la planification du développement.

Le secrétaire général de la préfecture de Tchaoudjo, Bawo Moukadassi, le représentant du ministère délégué chargé du Développement local, Faligbene Likfière et le directeur régional de l'Environnement, Lt-Col. Alèdi Palakyèm ont insisté sur l'approche participative et inclusive dans l'élaboration de ce plan. Ils ont rassuré de la disponibilité de leur structure à apporter leurs appuis techniques nécessaires pour la réussite de ce processus. Ces autorités ont invité chaque acteur à œuvrer au renforcement de la cohésion dans sa communauté afin de maintenir un climat de paix et de sécurité indispensable à la réussite du PDC.

Le maire de la commune Tchaoudjo 4, Kpégouni Tchagnao a réitéré l'engagement des autorités communales à jouer leur partition depuis l'enquête jusqu'à la finalisation du processus en passant par les foras communautaires et autres.

Le conseiller technique de Forests4Future /GIZ, Dr Koumantiga Dabitora a rappelé que le PDC de Tchaoudjo 4 s'inscrit dans une dynamique plus large qui concerne également les communes Tchaoudjo 2 et Sotouboua 3. Il a invité les collectivités territoriales, les services de l'Etat et les populations à travailler dans un esprit de collaboration, de transparence et d'innovation pour construire des territoires plus résilients, plus productifs et plus durables.

La rencontre a pris fin par une opération de mise en terre de plants.

ATOP/MEK/HKM/KYA

PROJET « MEDEE CERE »:

LES COMITES DE VEILLE COMMUNAUTAIRE FORMES POUR MIEUX PROTEGER LES FILLES

Sokodé, 7 août (ATOP) - Un atelier de formation des membres des comités de veille communautaire des communes Tchaoudjo 1 et 4 pour la protection des filles, s'est tenu les 5 et 6 août à Sokodé.

Cette initiative de l'ONG Dimension Humaine (DH) s'inscrit dans le cadre de son « Projet intégré de renforcement des compétences de vie courante et de maintien scolaire

des adolescentes vulnérables dans les communes Tchaoudjo 1 et 4 » (Mèdée céré) ou « Mon avenir ». Il s'intègre dans son Programme de promotion de l'éducation pour tous, notamment à travers son axe stratégique 3 intitulé « Droit à l'éducation pour tous ». Ce projet est exécuté, avec l'appui technique et financier de CARE Bénin/Togo.



Les participants



Les participants en plein travaux

L'atelier a servi de cadre pour renforcer les capacités des acteurs communautaires en matière de protection des filles. Ceux-ci ont été dotés de connaissances et d'outils pratiques pour prévenir les violences et détecter les situations de vulnérabilité. Ils ont été formés pour assurer un référencement approprié des cas et promouvoir un environnement communautaire favorable au maintien des filles à l'école et à leur épanouissement.

Les participants ont été éclairés, à travers des communications, sur les droits des enfants, la protection communautaire des filles face aux violences, aux mariages forcés, aux grossesses précoces et à la déscolarisation. Ils ont été édifiés sur leurs rôles et responsabilités dans la protection des adolescentes. Les acteurs ont été outillés sur l'identification des situations de vulnérabilité, le signalement et le référencement des cas de violences des droits des adolescentes vers les services compétents. La formation s'est déroulée dans une approche participative combinant des exposés interactifs, travaux de groupe, études de cas, jeux de rôle et échanges d'expériences.

Les participants ont élaboré des plans d'actions communautaires définissant les activités de veille, de sensibilisation et de suivi à mettre en œuvre dans leurs localités. Des engagements ont été pris par les comités afin d'assurer le suivi régulier des cas, de renforcer la collaboration avec les structures de protection et de promouvoir, durablement, un environnement favorable à la protection et au maintien des filles à l'école.

La directrice exécutive de DH, Mme Boyindjo Awoussi Rachel a exprimé sa satisfaction quant aux résultats obtenus. Elle a demandé aux participants de traduire dans les faits les acquis de ces assises dans l'intérêt des communautés.

Mme Kassim Adizatou, membre du comité de veille, s'est dit fière d'avoir pris part à cet atelier qui lui permet d'être bien outillée. Elle promet d'aider à la protection des droits des filles en général et en particulier des adolescentes vulnérables ce qui les maintiendra dans leurs études.

D'une durée de huit mois, le projet Mèdée céré vise à contribuer au maintien scolaire durable des adolescentes vulnérables dans les deux communes. Ceci, à travers le renforcement des compétences de vie courante et de leur résilience, ainsi que la création d'un environnement communautaire favorable à l'éducation des filles.

ATOP/TAA/MEK/DHK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



CENTRALE/ ENREGISTREMENT BIOMETRIQUE :

LES POPULATIONS APPELEES A LA MOBILISATION DU 17 AOUT AU 7 SEPTEMBRE PROCHAIN

Sokodé, 7 août (ATOP) – L'Agence nationale d'identification (ANID) a organisé, du 30 juillet au 6 août dans la région Centrale, des séances de sensibilisation et de consultation publique des populations sur l'opération d'enregistrement biométrique prévue du 17 août au 7 septembre 2026 dans la région.



Officiels et participants de Tchamba



Les officiels et les participants de Tchaoudjo

Ces rencontres ont débouché sur la mise en place des comités communaux de gestion des plaintes dans les préfectures de Mô, Blitta, Tchamba, Sotouboua et de Tchaoudjo. Elles s'inscrivent dans le cadre du projet WURI-Togo, soutenu par la Banque mondiale.

Cette activité marque le lancement des préparatifs de l'opération d'enregistrement biométrique de masse dans la région. L'objectif est de faciliter l'accès des populations aux services publics et privés.

Dans toutes les préfectures, les rencontres ont mobilisé les autorités administratives, les élus locaux, les responsables des forces de sécurité, les chefs traditionnels et les représentants des associations de femmes et de jeunes. Les acteurs de la société civile, les médias et les organisations de personnes handicapées y ont également pris part. Un accent particulier a été mis sur la consultation publique, les attentes des populations ont été recueillis, afin de prévenir d'éventuelles incompréhensions lors des enregistrements.

Les initiateurs du projet ont mis en place des comités communaux de gestion des plaintes, celui-ci assurera un traitement rapide et efficace d'éventuelles réclamations, pendant le processus. Ils serviront de pont entre les plaignants et l'organisation pour résoudre les conflits et proposer des solutions rapides, neutres et confidentielles.



Les officiels et les participants de Mô



Les officiels et les participants à Blitta

Les participants ont été entretenus sur leurs rôles et responsabilités dans l'enregistrement de masse, les principes du mécanisme de gestion des plaintes, les avantages et les inconvénients de la détention d'une preuve d'identité sur la vie d'un

citoyen ainsi que sur les différentes formes de violence basées sur le genre (VBG). Ils ont été instruits sur les modèles de saisine, la gestion des plaintes sensibles ainsi que la conduite à tenir en cas de plaintes sensibles.

Les représentants du pouvoir central ont exhorté leurs administrés à réserver un accueil chaleureux aux agents d'enregistrement et à accomplir leur partition avec responsabilité, impartialité et diligence afin de contribuer ainsi au succès du projet.

Le directeur général de l'ANID, Colonel Devo Silété a fait comprendre que le programme WURI implique six pays de l'Afrique de l'Ouest notamment : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger et le Togo et mis en œuvre au Togo par l'ANID. Il a exhorté à la mobilisation pour la réussite de cette opération dans la région.

Les autorités communales ont réaffirmé leur engagement à relayer la sensibilisation afin de favoriser une forte participation des populations. ATOP/MEK/SED/KYA

TONE/SECURITE ALIMENTAIRE :

LES ACTEURS DU PROJET « PRO-SADI » CAPITALISENT LES ACQUIS

Dapaong, 7 août (ATOP) – Une rencontre de capitalisation des acquis du projet « Renforcement des systèmes alimentaires pour un accès durable des petits producteurs aux intrants agricoles (Pro-SADI) » a réuni une quarantaine d'acteurs de la région des Savanes le jeudi 6 août à Dapaong.



L'assistance



M. Kégbéro (micro) satisfait des acquis du projet

L'atelier est à l'actif du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural en collaboration avec l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il a réuni des autorités locales, des bénéficiaires du projet notamment des maraîchers et producteurs de riz et de maïs, incluant les déplacés et les familles d'accueil dans les Savanes, ainsi que des services techniques et ONG intervenant dans le secteur agricole.

Le but de la rencontre est de partager avec les participants, les acquis du projet qui tend à sa fin et de recueillir leurs contributions pour ajuster les futures interventions dans la région. Elle a permis aux participants de suivre des présentations sur le suivi et accompagnement des bénéficiaires du riz, du maïs et du maraîchage et l'étude de perception du projet, ainsi que des échanges et témoignages.

Les résultats révèlent qu'après 3 ans de mise en œuvre, le projet a touché directement environ 11.300 petits producteurs sur la production du riz et du maïs et 1300 maraîchers. Les maraîchers ont bénéficié de matériels de travail, de moto pompes et environ 27 puits maraîchers. Ceci a permis aux populations des Savanes et des déplacées de produire à contre saison et de diversifier les moyens d'existence. On note également une augmentation de la productivité grâce aux intrants de qualité mis à la disposition des bénéficiaires.

L'assistant au représentant de la FAO au Togo, Djiwa Oyétoundé a indiqué que le Pro-Sadi est un projet de résilience face au climat pour la sécurité alimentaire. Il a signalé

que le projet a débuté en 2024 avec l'appui de l'Union européenne (UE) et mis en œuvre dans les régions de la Kara et des Savanes. Ce projet, dit-il, fait suite au problème de disponibilité d'intrants agricoles causé par la crise russo-ukrainienne. « Son approche repose sur le ciblage des petits producteurs dans les Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) et l'acquisition des intrants agricoles notamment les engrais et semences certifiées de riz et maïs », a-t-il ajouté.

Le secrétaire général du gouvernement des Savanes, Kégbéro Latifou Seigneur a souligné que grâce à ce projet des milliers de femmes, de jeunes et de déplacés ont pu bénéficier de semences de qualité. « Cette initiative a permis d'accroître les productions et de renforcer la résilience des ménages ruraux. En outre le projet a apporté un soutien capital au programme de cantines scolaires de la région en favorisant l'approvisionnement local pour l'alimentation des élèves », a confié M. Kégbéro. Il a demandé à tous les acteurs d'œuvrer pour pérenniser les acquis et les bonnes pratiques du projet en vue de garantir la sécurité alimentaire dans la région.

Mme Siangou Libempali, productrice de riz et M. Kombaté Kombian, producteur d'oignons, bénéficiaires du projet, ont exprimé leur gratitude au gouvernement et à la FAO pour la mise en œuvre de ce projet qui leur a permis d'améliorer considérablement leurs conditions de vie et de travail.

ATOP/TKA/JK/BA

TRANSHUMANCE :

DES ELEVEURS ET AGRICULTEURS DES SAVANES FORMES SUR LES BONNES PRATIQUES

Dapaong, 7 août. (ATOP) – Soixante éleveurs et agriculteurs de la région des Savanes ont été formés sur les bonnes pratiques de la transhumance, la gestion durable des pâturages et la prévention des conflits du 4 au 7 août à Dapaong.

La formation est initiée par l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en collaboration avec le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec l'appui technique du Réseau billital maroobé (RBM). Elle s'est déroulée en deux sessions de deux jours chacune.

La rencontre s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à la prévention des conflits dans la région des Savanes. Elle vise à assurer une gestion inclusive et durable des ressources naturelles et à renforcer la sécurité communautaire. Elle cherche également à favoriser une cohabitation pacifique et durable entre agriculteurs et éleveurs dans les zones concernées.

La rencontre a permis de faire connaître les textes qui encadrent la transhumance au Togo et dans l'espace CEDEAO. Les participants ont aussi été formés aux bonnes pratiques de gestion des pâturages et de partage des ressources en eau. Ils ont enfin acquis des outils de communication non violente, de dialogue communautaire et de prévention des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles.



Les acteurs de la transhumance des Savanes

Trois modules à savoir « Cadre légal et Transhumance ; Aménagement et gestion durable des pâturages et Prévention et Gestion des Conflits autour des ressources naturelles » ont été développés.

Le secrétaire général du gouvernorat des Savanes, Kégbéro Latifou Seigneur a salué l'initiative. Il a souligné que les relations apaisées entre agriculteurs et éleveurs sont une préoccupation permanente pour les plus hautes autorités du pays et ses partenaires dont la FAO. Pour lui, la transhumance ne peut être résumée en un simple déplacement saisonnier de cheptels, sachant qu'elle constitue un pilier de l'économie pastoral régional et un puissant vecteur d'intégration socioéconomique entre les peuples de la sous-région. Raison pour laquelle, a-t-il dit, il est important de consolider davantage la paix et la cohésion sociale entre les acteurs.



Séance des travaux

L'assistant du représentant de la FAO au Togo, Djiwa Oyetoundé a souligné que le projet responsabilise les acteurs locaux pour un renforcement durable de la cohésion sociale par le dialogue communautaire et la résilience socio-économique des groupes vulnérables, en soutenant des moyens de subsistance durables. ATOP/TKA/JK/MG

CINKASSE/CAMPAGNE DE REBOISEMENT :

33.097 PLANTS DISTRIBUES DANS TROIS CANTONS DE LA PREFECTURE

Cinkassé, 7 août. (ATOP) - Les cantons de Boadé et Gloungoussi dans la commune Cinkassé 1 et Sam-naba dans la commune Cinkassé 2, ont bénéficié de divers plants, dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, le jeudi 6 août dans lesdites localités.



Lt. Sambiani remettant un plant au chef de canton de Sam-naba en présence des responsables de HI



Une partie des plants à distribuer

Ces plants sont offerts par l'ONG Handicap International en collaboration avec la direction préfectorale de l'Environnement de Cinkassé, dans le cadre du projet « Bâtir et reconstruire les infrastructures pour la cohésion sociale (BRICS) » piloté avec l'appui financier de la Fondation PATRIP. Elle vise à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de la campagne nationale de reboisement pour une lutte plus efficace contre la dégradation du couvert végétal au Togo. Il s'agit également de contribuer à l'atteinte de la vision gouvernementale de planter un milliard d'arbres à l'horizon 2030.

Au total 33.097 plants composés de cacia, de leucenats, d'anacardes, de Kayas, de nérés et de manguiers ont été remis aux bénéficiaires à raison de 14.151 plants pour le canton de Sam-naba, 12.500 pour Gloungoussi et 6.446 pour le canton de Boadé.

Le directeur préfectoral de l'Environnement de Cinkassé, Lieutenant Sambiani Betiandame a donné des conseils techniques aux bénéficiaires sur comment planter et entretenir pour faciliter la survie de ces arbres.

Les autorités locales et les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude à l'ONG Handicap International pour cette action et ont promis de mettre tout en œuvre pour la réussite de ce reboisement.

La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités locales, des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ainsi que des populations bénéficiaires.

ATOP/BB/JK/MD

SOTOUBOUA :

DES ATTESTATIONS A 50 JEUNES FORMES EN ENTREPRENEURIAT DIGITAL

Sotouboua, 7 août (ATOP) - Cinquante jeunes de la commune Sotouboua 1 formés, les 5 et 6 août, en entrepreneuriat digital ont reçu des attestations de fin de formation.



Mme Agoro remettant l'attestation à un participant



Les participants

Cette formation placée sous le thème, « Mon téléphone, mon entreprise », est organisée par l'ONG Commençons tôt pour la paix et le développement (CTPD), en collaboration avec la commune Sotouboua 1.

Les bénéficiaires de cette formation ont été initiés aux fondamentaux de l'entrepreneuriat numérique, notamment l'utilisation des réseaux sociaux à des fins commerciales, le marketing digital, la création de contenus et les techniques de ventes en ligne. Ils ont été formés sur la gestion de la relation client et l'utilisation des outils numériques favorisant le développement d'une microentreprise.

Les formateurs, Kambia Ibrahim et Akaté Essowè ont insisté sur le fait que le téléphone portable, souvent perçu comme un simple moyen de communication, constitue, aujourd'hui, un véritable levier de création d'emplois et d'autonomisation économique.

L'adjointe au maire de Sotouboua 1, Mme Agoro Abibata et le vice-président de l'ONG CTPD, Padabadi Georges ont salué l'engagement et l'assiduité des jeunes durant les travaux. Ils ont exprimé leur satisfaction quant à l'atteinte des objectifs et rappelé que le développement de l'entrepreneuriat digital représente une réponse concrète aux défis de chômage des jeunes et contribue à la promotion de l'économie numérique locale. Les intervenants ont exhorté les participants à mettre en pratique les connaissances acquises afin de transformer leurs idées en projets viables et durables.

Le porte-parole des bénéficiaires, Tchamdja Essozlam, a témoigné sa reconnaissance aux organisateurs pour cette opportunité qui leur ouvre de nouvelles perspectives professionnelles et les encourage à faire de leur téléphone portable un véritable outil de réussite entrepreneuriale.

Créée en 2019, l'ONG CTPD, basée à Kpalimé, regroupe des membres du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la République Démocratique du Congo et du Togo. Elle intervient dans les domaines de l'éducation, la santé maternelle, le développement économique local, de résolution des conflits, de l'agriculture durable et la sécurité alimentaire ainsi que dans l'accès à l'eau potable et l'assainissement. ATOP/BTP/MEK/BA

OGOUI/ FETE TRADITIONNELLE :

DEDICACE DE LA NOUVELLE IGNAME ET DEVOILEMENT DU MONUMENT ODON ITSU A ATAKPAME

Atakpamé, 7 août (ATOP) - Les festivités de la fête traditionnelle du Grand Ogou, « Odon Itsu », notamment les libations et la cérémonie de dédicace de la nouvelle igname, se sont déroulées le vendredi 7 août à Iwaya et sur le site du Lycée d'Atakpamé, marquant le lancement rituel des récoltes.



Vue partielle des femmes guerrières



Vue partielle du monument

Les événements ont été rythmés par des animations folkloriques et l'entrée solennelle des guerrières, préparant l'arrivée du chef spirituel Iba pour la conduite des rites ancestraux. C'était en présence du préfet Ekpé Kodjo Agbéko, des députés et cadres du milieu, des autorités administratives et des populations.

Les cérémonies ont été consacrées aux rites de libation de la nouvelle igname et de dévoilement du monument dédié à la fête Odon Itsu. Ce monument est situé au carrefour Y en face du Lycée d'Atakpamé.

A l'issue de la cérémonie de libation et de la dégustation collective, le chef spirituel Iba a révélé le sens de ces rites traditionnels. « La dédicace de la nouvelle igname est un moment de gratitude envers nos ancêtres pour les récoltes accordées et un symbole fort d'unité pour l'ensemble du Grand Ogou notamment Anié, Est-Mono et Ogou », a-t-il déclaré.



Cérémonie de libation



Des autorités

Le président du comité d'organisation de la fête Odon Itsu, Egbenou Georges s'est réjoui de l'aboutissement du projet de construction du monument dédié à « Odon Itsu » au

carrefour Y situé à l'entrée du Lycée d'Atakpamé. « Ce monument incarne la pérennité de notre patrimoine et rappelle aux jeunes générations l'ancrage culturel qui fait la richesse de notre région », a-t-il souligné. ATOP/AY/KKT/SED



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

BENIN :

PATRICE TALON ELU PREMIER PRESIDENT DU SENAT

Cotonou, (XINHUA) - L'ancien président béninois Patrice Talon a été élu le jeudi 6 août président du Sénat, devenant le premier président de cette chambre haute du Parlement nouvellement créée.

Réunis au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo, capitale du Bénin, les sénateurs ont élu le bureau exécutif du Sénat pour un mandat de cinq ans. M. Talon a obtenu 24 voix pour, aucun contre et une abstention. Il présidera le Sénat pour la législature 2026-2031.

Lors du même scrutin, l'ancien président de l'Assemblée nationale Louis Vlavanou a été élu vice-président du Sénat, tandis que l'ancien ministre de l'Intérieur Alassane Seidou a été désigné rapporteur et Adidjatou Mathys rapporteure suppléante.

Cette élection marque l'aboutissement du processus de mise en place du Sénat. Les sénateurs avaient été installés le 30 juillet à Porto-Novo avant d'adopter le règlement intérieur de la chambre. Le 3 août, la Cour constitutionnelle avait déclaré ce texte conforme à la Constitution, ouvrant ainsi la voie à l'élection du bureau exécutif.

La création du Sénat fait suite à la révision constitutionnelle promulguée le 17 décembre 2025, qui a transformé le Parlement béninois, auparavant monocaméral, en un Parlement bicaméral composé de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Selon la Constitution, le Sénat est chargé de veiller à la sauvegarde de l'unité nationale, au renforcement de l'Etat, à la stabilité politique, à la démocratie, à la paix et au respect de la trêve politique. Dans les conditions prévues par la Constitution, il peut également prononcer des sanctions de suspension ou de retrait des droits politiques ou civiques à l'encontre de certains acteurs politiques.

Le Sénat doit également rendre un avis de non-objection avant la promulgation des lois constitutionnelles, des lois électorales ainsi que des textes encadrant les partis politiques et leurs activités.

Agé de 68 ans, Patrice Talon a exercé les fonctions de président de la République de 2016 à 2026, soit les deux mandats autorisés par la Constitution.

XINHUA

GHANA :

L'INFLATION TOMBE A 4,6 %, UN NOUVEAU SIGNE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE

Africanews - Le taux d'inflation des prix à la consommation au Ghana a reculé à 4,6 % en juillet, contre 5,3 % en juin, marquant sa première baisse mensuelle depuis mars, selon les données publiées par le Service national des statistiques.

Cette diminution s'explique principalement par le ralentissement de la hausse des prix alimentaires. Le statisticien gouvernemental Alhassan Iddrisu a indiqué que cette évolution avait joué un rôle majeur dans la baisse de l'inflation globale.

Selon les autorités, la majorité de la pression sur les prix provient désormais de facteurs internes. Plus de 86 % de l'inflation seraient liés aux biens et services produits localement, notamment les coûts du transport et de l'énergie, qui continuent d'influencer le niveau de vie des ménages.

En un an, le Ghana a enregistré une amélioration significative. En juillet 2025, l'inflation atteignait encore 12,1 %, soit plus du double du niveau actuel. « En l'espace de 12 mois, la vitesse à laquelle les prix augmentent a diminué de plus de moitié », a déclaré Alhassan Iddrisu.

Cette évolution intervient alors que le pays tente de sortir de sa plus grave crise économique depuis plusieurs décennies. Producteur majeur d'or, de pétrole et de cacao, le Ghana mise sur la stabilisation de ses finances publiques et le retour de la croissance.

Le ministère des Finances a d'ailleurs maintenu ses principaux objectifs économiques pour l'année, estimant que le programme de reprise engagé par le gouvernement reste sur la bonne trajectoire.

Africanews

SENEGAL :

TROIS TIKTOKEURS EMPRISONNES POUR AVOIR CRITIQUE LE PRESIDENT FAYE

Africanews - Trois influenceurs sénégalais actifs sur TikTok ont été condamnés le mercredi 5 août à des peines de prison ferme après la publication de vidéos considérées comme insultantes à l'égard du président Bassirou Diomaye Faye.

Cette affaire suscite des réactions au Sénégal, certains observateurs s'inquiétant de ses conséquences sur la liberté d'expression et la prise de parole politique sur les réseaux sociaux.

Jusqu'à trois mois de prison ferme

Mandoumbe Diop, connu sur TikTok sous le nom de Lamignou Darou, a reçu la peine la plus lourde : trois mois de prison ferme. Il compte plus de 500 000 abonnés sur la plateforme et certaines de ses publications enregistrent plusieurs dizaines de milliers de vues.

Deux autres créateurs de contenu, Magueye Diaw, alias Oustaz Thiep, et Moustapha Ndiaye, connu sous le nom de Ndiaye Touba, ont chacun été condamnés à deux mois de prison ferme. Ils devront également s'acquitter chacun d'une amende de 500 000 francs CFA, soit environ 800 dollars, selon leur avocat.

Les trois hommes sont liés à Feenal Digital, une plateforme de contenus en ligne. Leur avocat, Abdy Nar Ndiaye, a défendu le caractère humoristique des vidéos et contesté le recours à des poursuites pénales.

Une affaire sur fond de tensions politiques

Ces condamnations interviennent dans un contexte politique tendu au Sénégal, marqué par les désaccords entre le président Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko. Autrefois proches alliés et figures centrales de l'ascension du PASTEF, les deux responsables politiques affichent désormais publiquement leurs divergences.

Le lancement récent par Bassirou Diomaye Faye de sa propre formation politique a accentué les interrogations sur l'avenir de leur alliance et les divisions au sein du camp au pouvoir.

Dans ce climat, l'affaire des trois influenceurs relance également le débat sur les limites de la critique politique en ligne et la liberté d'expression au Sénégal. Africanews

SPORTS

FOOTBALL/GALA DE LA PAIX :

« TOUT PUISSANT » DE KEMERIDA REMPORTE LE TROPHÉE

Pagouda, 7 août (ATOP) - L'équipe de football « Tout Puissant » de Kémériida du canton de Kémériida a remporté le trophée du gala de la paix, de la cohésion sociale et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, en battant en finale celle de Sirka sur un score de 3 buts contre 1, disputée le mercredi 6 août à Kétao.



Remise du trophée au capitaine de l'équipe victorieuse



L'équipe victorieuse

Organisée par l'ONG Youth Awake, cette compétition s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement de l'inclusion et de la résilience des jeunes et femmes pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme, tout en promouvant l'harmonie sociale et la cohésion durable, phase 2 ». Le gala a réuni les équipes des cantons de Kémériida, Sirka et de Kétao autour des valeurs de paix, de fraternité et de vivre-ensemble.

Le coup d'envoi a été donné par le chargé d'étude et de renforcement des capacités à Youth Awake, Dr Djore Torouka Mayipo. Dès le début de la rencontre, l'équipe de Kémériida a affiché sa détermination en ouvrant le score à la 7^e mn grâce à Agaiteme Sagnol. Elle a ensuite creusé l'écart avant la pause avec un deuxième but inscrit par Bayoki Mousliou à la 16^e mn. En seconde période, Essobou Nasseir a définitivement assuré la victoire de son équipe en marquant le troisième but à la 27^e mn, malgré la réduction du score par la formation de Sirka.

La maire de la commune Binah 2, Wélabalo Tchanda, a salué l'organisation de cette initiative qui, selon elle, contribue au renforcement de la paix et de la cohésion sociale au sein de la communauté. Elle a également félicité Youth Awake pour son engagement constant dans la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la commune.

Dr Djore Torouka Mayipo s'est réjoui de la mobilisation des jeunes autour de cette activité. Il a rappelé que le football constitue un vecteur de discipline, de respect mutuel et de fair-play, avant de réaffirmer l'engagement de Youth Awake à utiliser le sport comme un outil de prévention des conflits et de promotion de la cohésion sociale.

ATOP/AK/HKM/AO

SUSPENSE, EMOTIONS ET EXPLOITS :

LES HUIT QUARTS DE FINALISTES DE LA CAN FEMININE TOTALENERGIES CAF MAROC 2026 SONT CONNUS

CAIRE, (ATOP) - Après une phase de groupes riche en intensité, en rebondissements et en suspense jusqu'aux dernières minutes, les huit meilleures

sélections de la CAN Féminine TotalEnergies CAF Maroc 2026 sont désormais connues. C'était le 6 août dernier au Caire.

Révélation du tournoi, le Malawi a créé la sensation en décrochant une qualification historique, tandis que les anciennes championnes du Nigeria et de l'Afrique du Sud ont assuré leur place en quarts de finale au terme d'une lutte acharnée.

La compétition entre désormais dans sa phase à élimination directe, les 8 et 9 août, avec huit nations toujours en lice pour une place dans le dernier carré, mais aussi pour une qualification directe à la Coupe du Monde Féminine de la FIFA, Brésil 2027.

Les quarts de finale s'ouvriront le samedi 8 août au Stade Moulay Rachid de Casablanca, où la Côte d'Ivoire affrontera l'Algérie (18h00, heure locale / 17h00 GMT). Solides et régulières tout au long de la phase de groupes, les Ivoiriennes tenteront de poursuivre leur parcours face à une sélection algérienne qui dispute les quarts de finale avec l'ambition de se hisser, pour la première fois de son histoire, dans le dernier carré.

La soirée se poursuivra à Rabat avec une affiche de prestige entre le Maroc et l'Afrique du Sud au Stade Moulay Hassan (21h00, heure locale / 20h00 GMT). Cette rencontre est une revanche de la finale de l'édition 2022, remportée 2-1 par les Banyana Banyana.

Le dimanche 9 août, le Stade Larbi Zaouli de Casablanca accueillera l'un des chocs de ces quarts de finale entre le Cameroun et le Nigeria, dix fois champion d'Afrique. Invaincues lors de la phase de groupes, les Lionnes Indomptables défieront les Super Falcons dans une confrontation qui s'annonce particulièrement disputée.

Le dernier quart de finale se jouera au Stade Al Madina de Rabat, où le Malawi poursuivra son aventure face au Ghana. Pour leur première participation à la phase à élimination directe, les Malawites tenteront de prolonger leur remarquable parcours face aux Black Queens.

Les quatre équipes victorieuses accèderont aux demi-finales de la CAN Féminine TotalEnergies CAF Maroc 2026 et se rapprocheront un peu plus du titre continental le plus prestigieux du football féminin africain.

Programme des quarts de finale

Samedi 8 août

Côte d'Ivoire – Algérie | 17h00 GMT | Stade Moulay Rachid, Casablanca

Maroc – Afrique du Sud | 20h00 GMT | Stade Moulay Hassan, Rabat

Dimanche 9 août

Cameroun – Nigeria | 17h00 GMT | Stade Larbi Zaouli, Casablanca

Malawi – Ghana | 20h00 GMT | Stade Al Madina, Rabat. CAF

